



lundi 5 juin 2017

## ***Humour présidentiel ? Tout un programme à combattre.***

*Jeudi dernier, lors d'une visite officielle en Bretagne, Macron a cru bon de plaisanter sur les kwassa-kwassa, ces embarcations traditionnelles à Mayotte : « le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien »... à l'heure où des milliers de réfugiés se noient en mer en essayant de rallier Mayotte ou les côtes de l'Europe sur des embarcations de fortune. A l'issue du second tour de la Présidentielle, nous avons donc écopé de Macron pour cinq ans, mais le mépris et le racisme de ses propos n'ont rien à envier à la candidate du Front National... Qu'on ne s'y trompe pas : nous les salariés, et l'ensemble des classes populaires, sommes tous visés par son mépris, et les attaques qu'il prépare d'ores et déjà pour l'été.*

### ***Le mot d'ordre du gouvernement : « À l'attaque ! »***

Le gouvernement se prépare à mener tambour battant une offensive à coup d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

La loi El Khomry prévoit de prioriser les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail concernant la durée du travail. Il s'agit maintenant d'élargir ce fonctionnement privilégiant l'accord d'entreprise à tous les domaines.

En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui, en cas d'accord local, pourraient être inférieurs à ceux prévus dans l'accord de branche. Macron veut également s'en prendre aux retraites, avec une uniformisation par le bas et réintroduire certaines dispositions supprimées de la loi Travail, comme le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. Il propose encore qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise pour faire passer un accord qui n'aurait la signature que de syndicats minoritaires – alors que la loi Travail limitait l'initiative du référendum aux syndicats. Enfin, il a déjà annoncé une augmentation de la CSG de 1,7 point pour compenser une suppression des cotisations chômage et maladie : une TVA sociale nouvelle mouture qui pèserait en particulier sur les retraités.

### ***Préparer la riposte contre ce gouvernement des patrons***

Pour riposter, il ne faudra pas compter sur l'initiative des directions syndicales : Macron s'y entend pour les amadouer. Après avoir défilé dans le bureau de Macron, elles ont remis ça le 29 mai avec Édouard Philippe. Une simple invitation, et les voilà qui applaudissent au dialogue social, sans que le

nouveau gouvernement n'ait pris aucun engagement... à part d'attaquer au plus vite les salariés !

C'est sur nos propres forces qu'il faudra compter. Face à toutes les suppressions d'emplois annoncées ici et là, il faut regrouper nos forces. Les salariés du sous-traitant automobile GM&S avaient fait parler d'eux en menaçant de faire sauter leur usine. Contrairement aux annonces du gouvernement, ils ne sont toujours pas sortis d'affaire et veulent reprendre l'initiative s'ils n'ont pas d'offre de reprise qu'ils jugent convenable. GM&S, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres : ce sont toutes ces colères qu'il faudrait fédérer.

La semaine dernière, d'autres travailleurs ont montré leur force... ainsi que leurs conditions de travail catastrophiques : les conducteurs de camions transportant des matières dangereuses se sont mis en grève pour réclamer une « durée journalière de travail maximale de 10 heures » (contre 12 aujourd'hui), une « période de repos hebdomadaire de 45 heures », un « taux horaire minimal de 14 euros » (contre 9,79), un « suivi médical semestriel spécifique »... Autant de revendications qui ne représentent qu'un strict minimum pour leur santé et la sécurité.

Face à cette situation, c'est d'une véritable explosion sociale dont le pays a besoin. Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires : Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour les candidats de Lutte ouvrière dans les autres circonscriptions. En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.

**Un CDI pour tous**

PSA annonce l'embauche de 1000 CDI sur trois ans, mais à l'usine, les départs continuent sans aucune embauche annoncée en compensation. Actuellement 13 intérimaires sont présents dans l'usine pour faire face à un sous-effectif devenu chronique. Il y a aussi 25 apprentis.

La direction doit embaucher les intérimaires et les apprentis.

**Journée de solidarité... avec les profits de PSA**

Pour ne pas travailler le lundi de Pentecôte, il fallait poser un jour d'annualisation. Quand à ceux qui venaient travailler au volontariat, les 7 heures ne sont pas enlevées du compteur, mais la direction ne leur paye que ce qui dépasse 7h, pour la nuit et le soir, rien pour l'équipe du matin. Quand on pense que ce jour férié nous était auparavant payé à 175 % ou qu'on pouvait profiter de ce repos sans vider nos compteurs, on mesure toute l'arnaque.

**Un vent de révolte souffle sur les usines PSA ?**

À l'usine de PSA Sochaux, jeudi dernier 230 salariés ont débrayé pour protester contre les H+ obligatoires et gratuites, contre leurs nouveaux horaires rallongés et pauses réduites. Quelques jours auparavant il y avait des débrayages à Rennes (100, puis 150 salariés grévistes) et Sevelnord. L'idée que ça ne peut plus durer comme ça fait son chemin.

**Face aux travailleurs, la direction s'inquiète**

À l'usine de PSA Metz-Borny, la direction avait décidé de payer le lundi de la pentecôte travaillé comme un jour normal. Rien qu'en commençant à s'organiser pour faire grève, les salariés ont fait reculer PSA qui a dû s'engager à leur payer le lundi de pentecôte en jour férié et les samedis de juillet en individuels, elle a même annulé la séance de travail du samedi 3 juin pour un secteur où 80 % des salariés avaient déclaré qu'ils seraient grévistes.

**Macron à la pêche... comme un air de Marine**

Depuis son élection, Macron prétend apparaître comme un président « jupitérien », dont la parole doit être rare. Il y a eu le ministre Macron, traitant les ouvrières des abattoirs bretons GAD d'illettrées. Il y a eu le candidat Macron, méprisant les salariés en grève contre la loi Travail, qui feraient mieux « d'aller travailler pour pouvoir se payer des costards ». Il y a maintenant le président Macron et son trait « d'humour » sur les migrants comoriens (depuis 20 ans, plus de 12 000 d'entre eux sont morts noyés en tentant d'atteindre Mayotte).

Effectivement, il faut mieux qu'il la ferme.

**Au Maroc, la contestation continue**

Au Maroc, le mouvement populaire qui a commencé en octobre 2016 après le broyage du vendeur de poissons Mohsen Fikr par une benne à ordures se poursuit et fait face à la répression de la part du régime de Mohamed VI : l'arrestation du leader Nasser Zefsafi le 29 mai, puis le 5 juin, l'arrestation d'autres organisateurs de la contestation. D'abord concentrée dans la région du Rif, elle s'est étendue à d'autres villes comme Rabat ou Tanger où des sit-in de solidarité ont été organisés. Les revendications sont nombreuses : le jugement des responsables de la mort de Mohsen Fikr, la levée de l'état d'urgence dans la région d'Al Hoceima, des emplois, des infrastructures... Elles reflètent la colère contre toute une société qui condamne des millions de personnes à la misère. Ce mouvement a tout notre soutien.

**Une nouvelle Trumperie**

Rencontrant le Premier ministre belge, Trump lui a fait part de sa principale préoccupation concernant l'Europe : la difficulté d'y ouvrir des golfs ! Et pour cause : ses parcours de golf lui rapportent chaque année la moitié de ses revenus.

En campagne électorale, Trump promettait « d'assécher le marigot » politicien. C'était sans doute dans l'idée d'y implanter ses terrains de golf.

**Un vote ouvrier pour les élections**

Le NPA présente dans un certain nombre de circonscriptions des candidats. Sur La Garenne-Colombe, Stéphane Gaultier, salarié de PSA La Garenne se présente pour défendre un programme de lutte pour l'ensemble du monde du travail et dénoncer la fermeture du site programmée par PSA.

À Saint-Denis, une réunion de campagne réunissant Philippe Poutou, Cathy Billard, candidate à Saint-Denis-Pierrefite et Elise Lecoq, candidate à Saint-Ouen-Saint-Denis-Epinay, toutes deux enseignantes dans le 93, se tiendra à

**19h30, le Jeudi 8 juin dans le préau de  
l'école Jean Vilar rue des Boucheries,  
Métro Basilique.**